

Jeudi  
5 février  
2004

20h15,  
Uni Mail  
102, bd Carl Vogt  
Salle MS 160

Synthèse et conclusions :

### Quelles solidarités du peuple suisse avec les forces qui cherchent une solution juste au conflit?

*Campagnes et mobilisations pour demain.*

Cette dernière soirée a pour but de mettre en avant les revendications de diverses associations suisses luttant pour la justice au Proche-Orient et solidaires avec le peuple palestinien et avec les associations juives et israéliennes qui travaillent pour un règlement politique juste du conflit. Elle doit aussi laisser émerger les axes de futures campagnes à venir et à mener.

*Intervenant-e-s :*

Quelques un-e-s des précédentes tables rondes et d'autres !

**Organisé** par le *CETIM (Centre Europe - Tiers Monde)* et l'*IUED (Institut universitaire d'études du développement)*, **avec l'appui et le soutien** du *CADTM/Suisse (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde)*, de l'*AUPJP (Association pour l'union entre les peuples juif et palestinien)*, du *CUP/Genève* et *CUP/Vaud (Collectif urgence Palestine)*, de l'*ASSP (Aide sanitaire suisse aux Palestiniens)*, de l'*Association Suisse-Palestine, d'Éducation et libération*, de l'*AEHES (Association des étudiants en histoire économique et sociale)*, de la *FGC (Fédération genevoise de coopération)*, de *PPP (Pain pour le prochain)*, de *ATTAC/GE*, du *GSsA (Groupe Suisse sans armée)*, de *SolidaritéS*, du *Courrier*.

**Contact :** Julie Duchatel, *CETIM*, 6 rue Amat, 1202 Genève.

Tél. : 022 7315963. Fax : 022 731 9152.

E-mail : [cetim@bluewin.ch](mailto:cetim@bluewin.ch). Ce programme, mis à jour, se trouve sur le site [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch)

**Entrée libre**

CYCLE DE CONFÉRENCES ET DE DÉBATS PUBLICS - DEUXIÈME VOLET

# Programme des tables rondes sur les RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET ISRAËL

Depuis environ dix ans des sujets relatifs aux relations entre la Suisse et Israël ont régulièrement interpellé l'opinion publique suisse dont, par exemple, l'affaire des fonds en déshérence, le rôle humanitaire du CICR dans les conflits du Proche-Orient ou encore le refus d'Israël d'appliquer la 4<sup>ème</sup> convention de Genève. L'actualité brûlante de l'Intifada au Proche-Orient accentue cet aspect.

Cependant, il faut noter le relatif manque de recherches approfondies dans le domaine des relations Suisse-Israël et il est légitime de se demander ce que l'on connaît vraiment de ces rapports sous leurs divers angles tels que diplomatique, économique, militaire, humanitaire, etc. ? Ces tables rondes, proposées par le CETIM et l'IUED, ont ainsi pour objectif, par la réunion d'académicien-ne-s, d'expert-e-s et des militant-e-s concerné-e-s par le Proche-Orient, d'offrir quelques éléments de réflexion qui iraient au-delà d'un débat déjà très passionné.

Lorsqu'on s'y attarde de plus près, ces relations sont intéressantes et plus particulièrement sur quatre domaines. La première table ronde offrira non seulement un tableau des relations diplomatiques, officielles et officieuses, entretenues et développées entre Berne et Tel-Aviv, mais aussi celui de l'émergence de la solidarité entre les peuples suisse et palestinien. Le débat mené au sein de la gauche suisse, un des acteurs de poids de la politique suisse envers l'Etat hébreu, au sujet d'Israël sera également traité. Les sujets des deuxième et troisième tables rondes se centreront sur l'examen des relations économiques et de la coopération militaire entre les deux Etats. Enfin, il sera temps de traiter du regard de la presse suisse et de l'opinion publique suisse, vis-à-vis d'Israël au cours du temps, avant de conclure par une soirée évoquant les diverses possibilités de mobilisation pour un règlement politique des conflits au Proche-Orient.

Lors de ces tables rondes, le point de vue suisse sur les relations considérées sera privilégié et le conflit israélo-palestinien forcément abordé. La question sera aussi de savoir dans quelles mesures, considérant les problématiques soulevées dans les différents domaines traités lors des tables rondes, la Suisse dans son ensemble et ses organisations de la société civile en particulier, pourraient constituer des acteurs efficaces dans la médiation vers la recherche d'une solution juste dans le conflit israélo-palestinien ?

**Du 6 novembre 2003 au 5 février 2004**  
**Organisation : CETIM et IUED**

Ces tables rondes sont organisées dans le cadre d'un cycle de conférences portant sur les relations entre:

● **LA SUISSE ET L'AFRIQUE DU SUD** ●

1er semestre 2003

● **LA SUISSE ET ISRAËL** ●

2e semestre 2003

● **ISRAËL ET L'AFRIQUE DU SUD** ●

1er semestre 2004

- Prévu en **trois volets**, ce cycle de conférences vise à examiner de façon critique la cohérence de la politique de la Suisse vis-à-vis de ces deux pays, en complétant ce regard par un examen des traits saillants des relations entre Israël et l'Afrique du Sud eux-mêmes.
- S'appuyant tout à la fois sur l'histoire (essentiellement depuis 1945) et sur un tableau de la situation actuelle, ces conférences traceront également à ce propos les grands enjeux pour l'avenir afin d'éclairer **l'action citoyenne**. L'ensemble de ces relations sera envisagé sous les angles politique, économique, financier, commercial, militaire, etc.
- Compris dans un seul et même cycle, chacun des trois volets sera l'objet de plusieurs conférences en faisant appel à plusieurs **spécialistes**.
- Convoqués dans les locaux de l'IUED et d'Uni Mail, toutes ces conférences et débats sont ouverts à la fois aux **étudiant-e-s** et au **grand public**.

## Relations entre la Suisse et Israël : diplomatie et politique helvétique

Jeudi  
6 novembre  
2003

20h15, IUED  
24, rue Rothschild  
Salle Bungener

*Évolution des rapports officiels et officieux entre la Suisse et Israël et positionnement de l'opinion suisse face à la lutte palestinienne.*

La Suisse et Israël ont entretenu des liens privilégiés, alimentés peut-être par une sympathie réciproque qui serait due à une certaine similarité par, entre autre, le rôle de l'armée dans la construction de leur identité et le sentiment partagé d'un certain destin singulier de petits pays entourés « d'ennemis » et « d'envieux ». Comment se sont développées et articulées, au cours du temps, ces relations ? Afin de les retracer deux perspectives, l'une se plaçant à l'échelle internationale et l'autre à l'échelle nationale, sont prises en compte.

Comment, sur le plan diplomatique, la Suisse a-t-elle reconnu et accueilli la création de l'Etat d'Israël ? Par la suite, quels types de liens se sont développés ? Les spécificités politiques de la Suisse, dont sa non appartenance à l'Union Européenne, constituent-elles des marges de manœuvre notables pour la Suisse dans le développement de ses relations avec l'Etat hébreu ? Cependant, à la vue de la multiplication des occupations israéliennes et de ses exactions militaires contre le peuple palestinien, cette prétendue sympathie ne se serait-elle pas lentement érodée par la suite ? Plusieurs incidents diplomatiques avec Israël sont en effet à recenser depuis quelques années, dont certaines étaient provoquées par des affaires d'espionnage israélien en Suisse.

La gauche suisse a constitué et constitue un acteur de poids dans la formulation de la politique suisse envers Israël. Comment se positionne-t-elle par rapport à l'Etat hébreu et ses politiques et quels sont les dilemmes, de nature plus idéologique, consécutifs ? La gauche suisse semblerait en effet avoir toujours été divisée sur la question israélienne : une partie voyait avec sympathie les kibboutz, comptait sur Israël pour porter implicitement à sa création un message civilisateur pour le monde arabe, etc. Mais cette position s'avèrerait particulièrement problématique étant donnée la toute autre réalité. Comment la gauche suisse peut-elle se positionner par rapport à un pays qui, d'après les rapports d'ONG de droits humains reconnues, pratique la torture, l'occupation, bafoue quotidiennement les droits humains les plus élémentaires et viole les résolutions des Nations-Unies, sans la moindre remontrance internationale crédible et effective ?

Devant ces évolutions et toujours sur le plan national, quelles ont été et sont les réactions du peuple suisse envers Israël et le peuple palestinien ? Sont-elles calquées sur les fluctuations des relations diplomatiques suisses ou le peuple suisse s'est-il mobilisé de façon autonome ?

*Intervenant-e-s :*

**Francis Piccand**, spécialiste du Proche-Orient, Centre d'analyse et de prospective, Berne.

**Pascal Holenweg**, politologue et responsable de la Commission socialiste de solidarité internationale.

**Françoise Fort**, fondatrice des missions suisses de protection du peuple palestinien, membre du comité de l'Association Suisse-Palestine et co-organisatrice de la contre commémoration du congrès de Bâle.

*Modérateur :*

**Riccardo Bocco**, Professeur et directeur adjoint chargé de la recherche à l'IUED.

## Relations économiques entre la Suisse et Israël :

Mercredi  
19 novembre  
2003

20h15, IUED  
24, rue Rothschild  
Salle Bungener

*Des liens assez étroits faisant l'objet de dénonciations.*

La coopération économique avec Israël semblerait bien établie. Des investissements suisses importants ont été réalisés en Israël, notamment dans les secteurs alimentaire, via Nestlé, pharmaceutique et mécanique. En 1998, le PDG de Nestlé a même reçu des mains de Netanyahu le Jubilee Award, plus haute distinction pour les organisations et individus qui ont renforcé l'économie israélienne... Rien de neuf sous le soleil ? Cela ne serait pas si certain en examinant les points suivants.

Ne serait-il pas nécessaire de s'interroger sur la nature même des relations économiques entre la Suisse et Israël ? Peuvent-elles être considérées comme s'inscrivant dans une pratique d'échange commercial usuelle, alors qu'elles seraient parfois, et dans certains domaines, teintées d'illégalité et qu'elles s'organiseraient avec un Etat au projet expansionniste ? En effet, Israël exporterait des biens des territoires palestiniens occupés vers la Suisse, violant ainsi les accords signés avec l'AELE, sans que la Suisse ne réagisse immédiatement. Quelle marge de manœuvre resterait alors à ceux et à celles qui s'indigneraient devant de tels échanges ? De la demande de suspension des accords AELE au pur boycott des produits israéliens, le débat est ouvert...

Une autre question, pouvant être soulevée, concernerait l'utilisation de la restitution des sommes rétribuées au regard du règlement de l'affaire des fonds en déshérence.

Mardi  
2 décembre  
2003

20h15,  
Uni Mail  
102, bd Carl Vogt  
Salle MS 160

Jeudi  
8 janvier  
2004

20h15,  
Uni Mail  
102, bd Carl Vogt  
Salle MS 160

Le gouvernement suisse s'est investi dans cette affaire et ne serait-il pas légitime de s'interroger sur la curieuse absence d'un droit de regard de la part de la Suisse concernant la distribution et l'usage de ces fonds en Israël ?

*Intervenant-e-s :*

**Antoine Fleury**, Professeur à l'Université de Genève.

**Gaby Vermot Mangold**, conseillère nationale et présidente de la Société pour les peuples menacés.

**Shraga Elam**, journaliste israélien basé à Zurich.

*Modérateur :*

**Ur Shlonsky**, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève, Association pour l'union entre les peuples juif et palestinien (Une terre, deux peuples).

## Ambiguïtés de la politique suisse : entre protection des droits humains en Palestine et coopération militaire avec Israël

L'examen des relations militaires entre la Suisse et Israël révélerait un double jeu de la Suisse envers Israël. En effet, d'un côté, la Confédération, depositaire des Conventions de Genève et siège du CICR, est notoirement qualifiée de « patrie de l'humanitaire ». Forte de cette réputation, Berne observerait avec intérêt les rapports des délégués des associations humanitaires et ceux des ONG, comme ceux issus des missions suisses de protection en Israël/Palestine. La Suisse se sentirait donc relativement interpellée par l'occupation des territoires palestiniens et la violation des droits humains palestiniens. D'un autre côté la Suisse n'aurait jamais cessé de collaborer militairement avec l'Etat hébreu et bien des aspects de cette coopération demeurent encore obscurs. Berne affirme en effet depuis quelques temps faire preuve de réserve dans ses relations militaires avec Israël alors que la RUAG, entreprise détenue à 100% par la Confédération, continue à collaborer étroitement avec des firmes israéliennes sur la production de bombes à fragmentation, armes des plus dangereuses pour les populations civiles ? Les intérêts militaires et commerciaux passeraient-ils une fois de plus avant le respect des droits humains ?

*Intervenants :*

**Matthias Hui**, Forum suisse pour les droits humains en Palestine et Israël.

**Peter Hug**, chercheur à l'Institut d'histoire de l'université de Berne.

**Tobias Gasser**, responsable de la Campagne suisse contre les mines anti-personnel.

*Modératrice :*

**Sai da Keller Messahli**, journaliste, membre du comité directeur de l'Association Suisse-Palestine et fondatrice de la Fondation pour la Palestine.

## Regard de la presse suisse sur Israël :

*Histoire, évolution et changement de l'opinion publique suisse.*

L'évolution du regard de la presse suisse sur Israël est parallèle à celle des relations diplomatiques entre Berne et l'Etat hébreu. Le regard de la presse suisse est aussi intimement liée avec celui développé par l'opinion publique suisse. Malgré un point de vue de plus en plus critique de la part de la presse suisse portant sur les actions politiques d'Israël au Proche-Orient, les journalistes sont aussi constamment sujets à différentes pressions issues de divers groupes impliqués dans le conflit. Compte tenu de ce fait, leur est-il alors encore possible d'apporter un point de vue éclairé et de critiquer de façon objective la politique sioniste d'Israël, mais aussi de toutes les parties impliquées dans le conflit ? Comment se construit dans ce contexte l'opinion publique suisse ?

*Intervenants :*

**Luis Lema**, journaliste au Temps, spécialisé sur la Palestine et Israël.

**Reto Breiter**, journaliste à 24 Heures.

**Elisabeth Eckert Dunning**, journaliste à la Tribune de Genève.

*Modérateur :*

**Riccardo Bocco**, Professeur et directeur adjoint chargé de la recherche à l'IUED.